

SOMMAIRE :

CGT-CFDT : le partage du travail.....p.2
Les objectifs de la campagne électorale....p.2
Luttes des chômeurs à St Etienne.....p.3
Houillères : rompre l'isolement.....p.3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :
Grève dans les mines du Limbourg.....p.4
Brèves.....p.4
CRISE: vers la paupérisation absolue.....p.5
6ème CONGRES DU CCI.....p.6
GENEVE : les préparatifs de guerre.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

CONTRE LES ATTAQUES ECONOMIQUES , LES MANOEUVRES POLITIQUES ET SYNDICALES, LA CLASSE OUVRIERE PEUT ET DOIT LUTTER MASSIVEMENT

■ Ouvriers ! Après le revers qu'elle vous a infligé à Renault où elle a réussi à empêcher une lutte de se développer, où elle est parvenue à vous diviser non seulement à Renault mais à porter un coup contre VOUS TOUS en semant le doute sur votre capacité de s'unir, de résister ensemble à ses attaques, la bourgeoisie ne désarme pas !

LA BOURGEOISIE ACCENTUE SON OFFENSIVE

Sans doute dans ce bastion qu'est Renault, il n'est pas question pour la bourgeoisie d'imposer brutalement des licenciements "secs" aujourd'hui mais elle n'en poursuit pas moins son application du plan Besse : par "stages de reconversion" ou "départs volontaires" interposés, les suppressions d'emplois pleuvent.

Mais cette offensive est générale et se traduit sur tous les plans :

- Au niveau économique, la bourgeoisie développe son attaque sur un front de plus en plus large : annonce de 9 000 licenciements aux usines Peugeot; fermeture de deux usines Citroën dans la région parisienne, Nanterre et Clichy (2 000 emplois); milliers de licenciements prévus chez Unimetal; liquidation progressive des chantiers navals de Dubigeon à Nantes en supprimant la moitié des effectifs salariés d'ici fin 85 (550 sur 1 100); 207 licenciements autorisés pour Technip sans compter une multitude d'entreprises de moindre importance qui jettent chaque jour de nouvelles centaines d'entre vous au chômage.

Les dossiers de demandes de suppressions d'emploi affluent dans les services des ministères de l'industrie et du travail : depuis début novembre ce sont de 3 à 5 000 demandes d'autorisation de licenciement supplémentaires qui sont venues s'ajouter aux 30 000 en instance déjà envisagées selon "Libération" du 22.11. Dans la fonction publique, ce sont de nouvelles dizaines de milliers de suppressions de poste programmées qui auront lieu en 86. A l'AFP, c'est une réduction massive des primes et des paiements majorés en heures supplémentaires accompagnée de suppressions d'emploi qui est mise en oeuvre.

Qui plus est, le gouvernement, au nom de l'aménagement du temps de travail, fait adopter une nouvelle loi sur la flexibilité de l'emploi qui constitue une attaque majeure et frontale contre tous les ouvriers, et prépare le terrain à de nouvelles mesures négociées secteur par secteur, entreprise par entreprise, qui seront prises après les élections (voir article dans ce numéro).

En complément de cette panoplie, le nouvel accord sur l'assurance-chômage conclu au nom de l'allongement (de 2 à 3 mois) de la durée de l'indemnisation pour les "fins de droit", réduit considérablement le montant des allocations pour l'ensemble des chômeurs tout en repoussant toute majoration de l'indice de base au... 1er octobre 86, tandis que la cotisation prélevée sur l'ensemble des salariés est relevée.

- Au niveau idéologique et politique, après tout

le faux débat développé ces derniers mois de façon concertée visant à vous convaincre que le choix est le suivant : ne rien faire ou lutter derrière la CGT, la bourgeoisie est parvenue à isoler vos luttes, à éviter que vous ne posiez la question de leur extension au-delà du secteur, de la corporation et à vous désorienter.

C'est ainsi qu'elle est parvenue, en isolant Renault, à remporter une victoire sur vous tous.

C'est dans le même sens qu'elle poursuit son offensive, d'abord sur un plan général pour accroître votre débousolement avec les discours et les prises de positions d'E. Maire, leader de la CFDT, prétendant qu'il faut "dépasser la mythologie de la grève" et s'adapter à de nouvelles formes d'action (voir article dans ce numéro).

Cette entreprise de désorientation de la lutte trouve son complément à la base, dans les entreprises elles-mêmes, sur le terrain où la CGT fait le forcing pour apparaître comme le seul champion de la lutte, le seul combatif aux côtés du PCF.

A l'approche des élections, le battage qui se développe vise lui aussi à renforcer cette stratégie de débousolement, de découragement. Les affrontements audio-visuels se multiplient, amplifiés par les médias, montrant le PS face à la droite (débat autour des nationalisations) (voir article dans ce numéro) mais aussi le PCF contre le PS et la droite se revendiquant le seul défenseur authentique des intérêts des travailleurs. Tout ce spectacle, ces joutes ont pour fonction :
- d'essayer de placer une fois de plus la classe ouvrière sur un faux terrain, celui des élections;
- mais surtout de monter en épingle des oppositions, des divergences entre tous ces partis alors que l'expérience de "l'alternance" de 1981 avec 3 ans de gouvernement d'une gauche unie puis 2 ans d'exercice du pouvoir par le PS seul ont montré clairement, sans ambiguïté, à tous les ouvriers que ces partis ne peuvent appliquer qu'une seule politique : celle de la défense du capital en crise, celle de l'intensification des mesures anti-ouvrières ne pouvant susciter que légitime méfiance et hostilité croissante envers eux dans vos rangs.

Face à ce bombardement, cette accélération des attaques tous azimuts, faut-il que vous vous considériez comme vaincus, battus d'avance ? NON!

IMPOSER DES LUTTES MASSIVES CONTRE LES MANOEUVRES SYNDICALES

Ouvriers ! Le fait que les efforts de toute la bourgeoisie, de ses partis, de ses syndicats ont eu et ont encore aujourd'hui des succès incontestables ne saurait masquer pour elle le constat qu'elle n'est pas parvenue à écarter la menace d'une riposte ouvrière massive.

En témoignent, la quantité d'énergie, le degré de mobilisation de ses partis et de ses syndicats pour occuper le terrain social, la masse d'efforts sur le terrain politique et idéologique qu'elle est contrainte de déployer contre vous, sans pouvoir entraîner l'adhésion du plus grand

nombre d'entre vous derrière elle.

En témoignent les luttes ouvrières encore limitées mais indiscutables et significatives qui se développent : quelques jours après les événements de Renault et le lendemain même de la "journée d'action CGT" du 24 octobre, c'est la manifestation de 250 chômeurs à St-Etienne qui traduit l'état d'esprit combatif existant dans la classe de même que leurs tentatives de se regrouper et de s'organiser ultérieurement en assemblées générales (voir article dans ce numéro). Plus récemment encore ce sont les salariés de l'AFP (un secteur qui n'avait pas bougé depuis 68) qui se remettent en grève 15 jours après la reprise du travail votée sous la pression des syndicats à l'issue d'un premier mouvement de grève de 48 heures. A la Banque de France, un millier d'employés se sont mobilisés en assemblée générale pour empêcher l'intervention de la police contre une quinzaine de pompiers de service en grève.

D'autres mouvements de grève black-outés par la bourgeoisie se déroulent actuellement démontrant l'aiguïsement de la combativité ouvrière : chez les chauffeurs parisiens des PIT, menacés d'une restructuration du service des transports qui signifierait une dégradation des conditions de travail et une perte de 600 francs sur leur salaire mensuel, le mouvement de grève est suivi à ce jour à 80 % (la plus forte mobilisation de cette catégorie de personnel depuis la grève aux PIT de 1974) ou à la RATP, dans les bus en particulier, avec des arrêts de travail "perlés" plus ou moins "sauvages". A Dunkerque, les ouvriers des chantiers navals de la Normed, toujours menacés de licenciements et qui se sont signalés à plusieurs reprises par une combativité exemplaire, en juin, juillet et septembre (voir RI du n°135 au n°137) ont à nouveau débrayé le 19 et le 20 novembre et 500 d'entre eux sont une fois encore sortis de l'usine pour manifester leur colère dans la ville.

Dans le même temps, 25 000 mineurs des houillères se sont mis en grève en Lorraine face à l'annonce de 1 700 licenciements, dans une région où l'ampleur des attaques déjà subies par la population ouvrière recèle de fortes potentialités d'extension de la lutte à d'autres secteurs (voir article dans ce numéro).

Ceci témoigne du fait que tout le travail d'immobilisation, d'isolement des luttes n'a pas été capable d'endiguer la montée de la colère, du mécontentement, de la désillusion. Oui, face aux attaques de la bourgeoisie à tous les niveaux, qui touchent l'ensemble des ouvriers, jamais autant de conditions pour une riposte massive des prolétaires n'ont été réunies.

D'autre part, la situation actuelle confirme la méfiance et l'hostilité croissante des ouvriers envers les forces d'encadrement de la bourgeoisie que sont les partis de gauche et les syndicats. Ce phénomène inquiète la bourgeoisie, lui fait peur.

(suite n.7)

CGT-CFDT :

UN PARTAGE DU TRAVAIL POUR CONTRER LES LUTTES OUVRIERES

■ Depuis l'été, on n'arrête pas d'entendre les syndicats, CGT d'un côté, CFDT et FO de l'autre, se lancer à la face les pires accusations : "irresponsable", "aventuriste", serait la CGT, à cause de ses actions-commando ou de ses grèves kamikazes ; "défaitistes", "capitulardes", seraient CFDT et FO parce qu'elles mettent en veilleuse l'action syndicale. Cette vieille tactique de division entre centrales syndicales pour mieux se partager le travail de contrôle et de circonscription des luttes ouvrières, s'illustre d'une manière particulièrement bruyante aujourd'hui.

Tout se passe comme si la journée du 24 octobre avait -quelque part- été aussi prévue afin de donner une caisse de résonance supérieure à la "querelle" entre les centrales syndicales. A peine banderoles et pancartes de manifestation sont-elles rangées, que CGT, CFDT et FO embouchent les grosses trompettes de la zizanie. Au cours de la réunion du Conseil National de la CFDT, entre les 26 et 28 octobre (1), Maire a fait fortes gorgées chaudes de l'activisme de la CGT qui, selon le chef de la "centrale du Bld de la Villette", "donne du syndicalisme d'avant-hier à une population salariée qui veut autre chose".

Enfonçant le clou du "modernisme", Maire a abondamment moqué le passéisme de ces protagonistes syndicaux (en fait, la CGT, ndlr) porteurs de "la vieille mythologie syndicale de la grève (...) qui a vécu". Dans son passage au meeting de la jeunesse CFDT ("Turbulences 85"), le 27 octobre à Angers, le leader cédétiste accentuait encore son ironie anti-CGT en ces termes : "Il ne s'agit plus aujourd'hui de se battre pour défendre des acquis, mais il nous faut des objectifs ambitieux (...)

L'action syndicale de demain, c'est faire autre chose que se plaindre". (2). Tout cela donnait beau jeu à la CGT de réponse, lors de la réunion de sa commission exécutive, le 30 octobre (3). Krasucki accuse tout net la CFDT et FO d'avoir, le 24 octobre, "cherché à mobiliser non pas contre le gouvernement et le patronat, mais contre les travailleurs". Cet essai de Krasucki-le-mou, Viannet-le-dur va le transformer. Bandierillant la CFDT pour avoir signé l'accord sur l'UNEDIC, le No2 cégétiste envoie : "c'est tout simplement une attitude de démission syndicale, d'alignement sur le patronat". Et là-dessus de canonner le "modernisme" de la CFDT : "ils (CFDT et FO, ndlr) veulent trouver des gadgets, n'importe quoi qui ne soit pas l'action. Tout baigne, il n'y a plus de lutte de classe. Nous le disons tout net, c'est inacceptable".

Tout cela n'est d'abord que l'accomplissement de la tactique de partage du travail anti-ouvrier entre les syndicats. Cela n'a rien de neuf chez les syndicats -depuis qu'ils sont devenus des rouages de l'Etat bourgeois -sauf qu'aujourd'hui, dans un contexte de montée générale des luttes ouvrières et de défiance généralisée du prolétariat vis-à-vis des syndicats, cette tactique doit se mener avec plus de ruse. D'une part, le spectacle de "querelle" publique entre les syndicats, aujourd'hui, sert à conforter la propagande de la CGT, disant aux ouvriers qu'il y a au moins un syndicat

de classe qui lutte véritablement en France : elle, la CGT. La fausse querelle est en réalité un appui à la CGT. Mais sur cette base-là, le but de la manoeuvre de division, c'est l'immobilisation de toute lutte ouvrière, en coincant les ouvriers dans les tenailles du piège des propositions de non-lutte de la CFDT et de FO, d'un côté -la grève est devenue une arme de combat caduque- et les luttes-bidon de la CGT, de l'autre, effectivement ressenties comme telles par les ouvriers, parce qu'elles ne vont pas -tout au contraire- dans le sens du besoin objectif de la lutte ouvrière, aujourd'hui : l'unification et l'extension. La mise en valeur de la CGT par la feinte "dispute" inter-centrales, est finalement le ressort d'un stratagème vicieux aboutissant à faire aux ouvriers le chantage suivant : si vous vous défiez de l'action de la CGT, alors c'est que vous êtes d'accord pour renoncer à la lutte et pour négocier avec la CFDT et FO votre capitulation devant les attaques du capitalisme. C'est exactement ce piège qui a fonctionné lors des grèves récentes à Renault et dans la journée de grève CGT du 24 octobre. Si la bourgeoisie donne aujourd'hui tant de résonance à la zizanie entre les syndicats, c'est parce qu'elle veut accentuer son avantage ; c'est pour exploiter avec le plus grand profit le revers subi par les ouvriers au moment des grèves à Renault. CGT, CFDT et FO n'ont pas un but différent- ni le patronat, ni le gouvernement, les partis et toute la bourgeoisie derrière elles et confortant les succès de leur manoeuvre : tous les syndicats veulent l'immobilité de la classe ouvrière, les uns en promouvant des actions dont les ouvriers ne veulent pas, les autres en proposant carrément la non-lutte.

Ouvriers, c'est déjà par de tels jeux de division entre eux, en mettant en avant des objectifs de lutte et des manières de lutte apparemment opposés que les syndicats ont, tout au long de ces

dernières années, réussi à imposer les licenciements du patronat, du gouvernement, de la bourgeoisie.

Rappelons : Talbot, Citroën, les Charbonnages de France, la sidérurgie lorraine... Aujourd'hui, dans l'heure même où ils feignent de se battre comme des chiffonniers, qu'apprend-on ? La planification de 9.000 licenciements dans l'ensemble des usines Peugeot ; la fermeture des deux usines Citroën de Clichy et Nanterre. Tout le battage que les syndicats font sur leur "dispute", fait -l'avez-vous remarqué, ouvriers- qu'ils restent absolument muets, oui, tous muets, sur le regain des licenciements ; qu'ils sont discrets sur la concrétisation du nouvel accord signé sur l'UNEDIC aboutissant, globalement, à une diminution de l'indemnisation des chômeurs.

Dans cette "dispute", les syndicats préparent de fait le partage de leur travail pour contrer une nouvelle montée des luttes ouvrières. On assiste déjà à l'amorce d'une attaque capitaliste d'envergure.

Ouvriers, camarades, une des conditions de l'extinction, demain, et de la généralisation des luttes repose dans votre capacité à reconnaître non seulement la nature ennemie des syndicats (et du syndicalisme) mais encore à repérer leurs manoeuvres contre vos besoins réels de lutte. Reconnaissez vos ennemis, les affronter, déjouer leurs tactiques, c'est en même temps identifier la direction propre de votre combat anti-capitaliste. L'un va avec l'autre.

- (1) compte-rendu dans "Libération" du 29/10
(2) compte-rendu dans "Libération" du 31/10
(3) compte-rendu dans "Le Monde" du 29/10

S.M

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

SOMMAIRE DU N° 43 (4e trimestre 1985)

- CAMPAGNES IDEOLOGIQUES CONTRE LA LUTTE DE CLASSE
- LA CRISE ECONOMIQUE DANS LE BLOC DE L'EST LA REVOLUTION DE 1905 : ENSEIGNEMENTS
- CONSCIENCE DE CLASSE (POLEMIQUE)
- OPPORTUNISME ET CENTRISME (DISCUSSION)

Flexibilité : UNE LOI SANS PRECEDENT, UNE EXPLOITATION RENFORCEE

■ "La législation du travail n'est plus adaptée à la donne moderne des entreprises" déclarait Fabius à TFI le 13 novembre. En effet, le capital a besoin d'ouvriers dont il peut user à sa guise, selon ses besoins. Un an après l'apparition du projet de loi sur la flexibilité de l'emploi, un an après de pseudo-négociations tapageuses relancées en septembre 85 où la CGT, à une fois encore, fait preuve de son répugnant radicalisme de façade, les ouvriers en France viennent de subir une formidable attaque contre leurs conditions de travail et leurs salaires. Devenue "loi sur l'aménagement du temps de travail", comme si le gouvernement PS cherchait à améliorer notre sort, les mesures qui vont être prises grâce à celle-ci signifient en clair un assujettissement grandissant aux nécessités du capital en crise :

précarité, mobilité des emplois, suppression ou diminution du paiement des heures supplémentaires, etc. (voir R.I.n°138). Mais ce qui est le plus significatif de cette loi, ce n'est pas seulement l'attaque immédiate qu'elle représente, mais qu'elle prépare tout un train de mesures anti-ouvrières d'une ampleur sans précédents qui pourra être pris et développé dans les mois qui viennent, par la droite quand elle sera au pouvoir.

S'il y a une flexibilité, c'est bel et bien contre la classe ouvrière, qui doit se plier à la loi du profit. Demain, le PS, dans l'opposition, "dénoncera" les mesures de la droite, mais nous nous souviendrons que c'est lui qui les a préparées.

P.P.R.

LES VRAIS OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

■ La campagne électorale bat son plein. Télévision, presse, radios, tous relatent les déchirements des partis bourgeois. La droite attaque le PS, le PS défend sa politique et attaque celle de la droite. Le PC met dos à dos PS et droite affirmant que "c'est blanc bonnet et bonnet blanc".

Pourquoi tout ce cirque, ces déchirements ?

Il n'y a pas d'illusion à avoir : tout ce spectacle est délibérément voulu, organisé.

En effet, après cinq ans d'expérience de gauche au pouvoir, tous les partis de la bourgeoisie craignent par dessus tout le risque de voir la classe ouvrière désertier le terrain électoral pour manifester sa colère directement sur son terrain : celui des usines, de la rue, des manifestations de mécontentement.

Cinq ans de gouvernement PS/PC ou PS seul, ont signifié, avant tout, une aggravation des attaques anti-ouvrières, une augmentation sans précédent du chômage, des cadences de travail, des centaines de milliers de licenciements par vagues incessantes. Cinq ans de gouvernement, ont donc porté un coup mortel à l'illusion de l'alternance par la voie électorale.

Mais la préoccupation de la bourgeoisie et les hurlements sur les oppositions entre droite et PS d'un côté, et PC contre PS/droite d'un autre, n'ont pas que cet objectif immédiat :

Il est acquis depuis déjà longtemps que le PS retournera dans l'opposition en 86, laissant le pouvoir à la droite.

Toutes ces fausses batailles ont donc pour fonction de permettre au PS de se démarquer net-

tement de la droite, apôtre d'un capitalisme "sauvage", cherchant à remettre en cause les pseudos "acquis sociaux" de la gauche et du PS. Ces fausses oppositions visent à favoriser la sauvegarde d'une image anti-capitaliste passablement érodée du PS, et lui permettre, quand la droite au pouvoir prendra des mesures massives de licenciements et d'austérité exigées par l'approfondissement de la crise capitaliste :

a) de faire oublier ses propres actes, tout en jurant à qui veut l'entendre que lui, PS, n'aurait jamais pratiqué les licenciements secs, la flexibilité sauvage...

b) de prétendre se solidariser des luttes que, nécessairement, les ouvriers développeront contre le gouvernement, à seule fin de les saboter, de les conduire comme il le faisait déjà avant son accession au pouvoir.

C'est ce rôle que le PS prépare dès aujourd'hui, rôle que le PC remplit déjà avec ses seules forces, depuis son retour dans l'opposition.

Quant au PC qui dénonce le PS, comme faisant le jeu de la droite, il tâche, à travers sa radicalité, de faire oublier que pendant trois ans, il a participé main dans la main avec le PS. Car c'est bien lui qui, au lendemain des élections de mai 81, participait à licencier dans la sidérurgie, les mines, la SNCF, lui, qui élaborait, votait les plans d'austérité, et de suppressions d'emplois. C'est bien lui qui affirmait que si l'effort était nécessaire pour relever la nation française, les ouvriers devraient accepter cet effort.

Les ouvriers voudraient-ils se convaincre de la réalité de ces manoeuvres ? Ils n'ont qu'à regarder les empoignades que les uns et les autres montent de toute pièce sur les nationalisations. Les ouvriers n'ont qu'à s'interroger : que leur ont apporté les nationalisations ?

Dans la sidérurgie, à Renault, dans les chantiers navals, la chimie, la fonction publique ? Rien, sinon plus de licenciements, de restructurations bidon, de "congés de reconversion" avec au bout un chômage de moins en moins rémunéré. Qu'ont coûté les nationalisations aux capitalistes ? Tout bénéfice : ce sont les contribuables, donc les ouvriers pour une grande part, qui ont payé le rachat des industries au privé.

Nationalisés ou dénationalisés, c'est toujours plus de chômage et d'austérité que les ouvriers doivent subir.

L'avantage de ce faux débat est tout gagné pour la bourgeoisie : le PS et le PC essaient et essaieront de noyer la lutte de résistance aux licenciements, à l'austérité qu'engageront les ouvriers dans la lutte pour défendre l'entreprise, le maintien des nationalisations, au détriment de la recherche de solidarité des autres ouvriers, entreprises, secteurs, actifs, chômeurs. Ils essaieront derrière cette fausse division, de détourner les ouvriers de leur seule arme efficace, l'unité, pour faire reculer les attaques d'un gouvernement quel qu'il soit.

Les ouvriers ne doivent pas adhérer aux campagnes électorales. Le vrai terrain sur lequel ils doivent et peuvent se battre, c'est celui de l'unité dans la lutte et non la division en tant que citoyens dans les isoloirs, un bulletin à la main.

Les ouvriers ne peuvent se tromper : droite, PS, PC, n'agissent que dans un seul but : préserver les intérêts du capitalisme contre la classe ouvrière. C'est ce que tous ont prouvé.

I.L.MO.

LUTTE DES CHOMEURS A SAINT-ETIENNE : UNE EXPRESSION DE LA VITALITE OUVRIERE

■ Le 25 octobre, une manifestation de 250 chômeurs a défilé dans St-Etienne, bloquant les transports en commun, et donnant lieu à un meeting de plusieurs heures, ouvert à tous, qui a fait appel à la solidarité de tous les travailleurs.

Cette manifestation, aussi limitée fût-elle, révélait grandement ce qui se profile dans la situation actuelle, toute la volonté de la classe ouvrière et particulièrement des chômeurs d'engager la lutte par elle-même, sur son terrain, de montrer une perspective pour cette lutte, en commençant à prendre en charge les moyens de celle-ci, en se regroupant, en agissant d'une façon collective.

SE BATTRE, UNE NECESSITE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE ;

Si aujourd'hui, des chômeurs se regroupent, manifestent dans la rue - comme ils avaient déjà commencé à le faire le 30 mai à Paris malgré tout le sabotage syndical (cf RI n°133) - c'est que la situation l'impose de plus en plus. St-Etienne, la vallée du Giers et tout le département de la Loire, c'est plus de 40 000 chômeurs dont 18 000 ne sont pas indemnisés. C'est une région où depuis les licenciements et la mort de Manufrance, la crise a fait du chemin : licenciements en cascade dans les mines, la métallurgie (Reusot-Loire), matériel des travaux publics (Pinguely, Berthiez), équipement automobile (Mavilor), cycles (dépôt de bilan dernièrement de l'entreprise Mercier), Verreries, etc...

De plus, quelques dizaines de kms alentour, c'est la même chose : région lyonnaise et les attaques à RVI, région clermontoise et les licenciements à Duceillier, bientôt à Michelin... Se battre pour ne pas mourir à petit feu : il n'y a pas d'autre alternative pour la classe ouvrière ici comme ailleurs.

L'association "Solidaire Chômeurs Loire", à l'origine de la manifestation est une des réponses des chômeurs à ce besoin de mobilisation, de regroupement pour agir, discuter, pour rompre l'isolement. Depuis près de neuf mois qu'elle existe, l'association ouverte à tous (actifs comme organisations politiques) a commencé à s'organiser, à mettre en avant des revendications comme les transports en commun gratuits pour les chômeurs, refus des impôts locaux pour les "fins de droits", arrêt des coupures d'électricité, des expulsions, à agir ponctuellement sur ces bases. L'organisation de cette manifestation a été un pas important pour toute l'activité du comité, a permis d'exprimer ouvertement la détermination des chômeurs à exiger le minimum vital, a ouvert la voie pour que s'élargisse la lutte. Pour cette manifestation, l'association avait rédigé et distribué un tract d'appel, placardé des affiches dans St-Etienne. Ce souci tout à fait juste de se donner les moyens d'être le plus nombreux possible ne s'est hélas pas concrétisé assez dans le contenu même du tract, qui n'appelait pas les actifs à se joindre aux chômeurs, et ne rappelait pas l'essentiel des revendications.

C'est une des leçons dont il faudra se souvenir, et c'est dans la compréhension de faiblesses comme celles-ci que la classe ouvrière doit se donner les armes pour concrétiser le besoin de la solidarité, de riposte la plus massive possible.

UNE MANIFESTATION DE LUTTE OU S'EXPRIME LA VIE OUVRIERE

C'est vers la préfecture que la manifestation s'est d'abord dirigée pour faire valoir ses revendications face aux représentants de l'Etat. Les mots d'ordre repris par le cortège étaient sans ambiguïté quant à la perte d'illusions sur la gauche et la droite, comme le montrera le meeting par la suite. Le CCI, seule organisation politique présente, diffusait un tract appelant à faire de cette action un moment privilégié pour discuter tous ensemble, pour appeler à la solidarité de tous les actifs, pour appuyer la première assemblée générale de l'Association prévue pour une semaine après.

Pendant qu'une délégation était reçue à la Préfecture, le CCI appelait à ce qu'un débat s'ouvre au sein de la manifestation. Au mégaphone proposé à tous, chacun a pu exprimer le sens d'une telle action, sa volonté de ne plus s'en tenir aux promesses. Et la plupart des intervenants a pu exprimer ce que chacun pense dans son coin : que les chômeurs refusent l'aumône, qu'ils ne sont pas des "nouveaux pauvres", qu'ils sont des ouvriers sans distinction de races ou de corporations. Beaucoup encore hésitaient à parler dans le mégaphone, mais après peu de temps, les plus hésitants eux-mêmes se sentaient le besoin et la force de parler, d'appeler à la solidarité des gens dans la rue. De façon encore limitée, c'est véritablement la confiance dans sa FORCE COLLECTIVE que la classe ouvrière était en train de commencer à affirmer par la bouche de ces chômeurs ! Voilà comment peut se concrétiser la vie ouvrière !

La délégation est ressortie alors sans avoir rien obtenu en insistant sur la nécessité de ne pas en rester là. Uniquement, la manifestation, en colère, décidait de se rendre à la mairie pour y rencontrer le maire et renouveler ses exigences.

Le cortège, encore plus décidé qu'auparavant, multipliait les mots d'ordre d'appel à la solidarité, dénonçait toute la situation de crise et d'attaque, reprenait largement les mots d'ordre que chacun pouvait exprimer dans le cortège au mégaphone, CCI compris : "actifs aujourd'hui, chômeurs demain", "la lutte ne fait que commencer", "une seule classe ou-

vrière, un même combat", etc...

Devant la mairie, alors que la délégation demandait à être reçue, le même scénario reprenait de façon plus active encore : ouverture du micro à chacun dans la manifestation, et sur le trottoir, interventions décidées ne pas se contenter de promesses de la part de la mairie. Après un premier refus, la délégation était reçue face à une telle pression. Encore une fois, un meeting spontané se mettait en place, des intervenants s'excusaient au mégaphone auprès des personnes bloquées dans les bus en mettant en avant que demain ce serait peut-être elles qui seraient au chômage.

Quand la délégation est descendue une heure plus tard, c'est l'adjoint au maire qui vint s'expliquer au mégaphone, promettant de façon "sinieuse" la mise en oeuvre de négociations, d'actions pour la gratuité des transports en commun, le report des impôts locaux pour les plus démunis. Cela n'a trompé personne. Aux cris de "finies les promesses!", "nous reviendrons plus nombreux", "nous occuperons la mairie jusqu'à satisfaction", la manifestation a exprimé sa colère. Le CCI a repris la parole pour dire que l'A.G. prochaine devait être le moment pour tirer le bilan et envisager les moyens d'être plus forts. C'est sur cette perspective que la manifestation s'est dispersée, quatre heures après avoir commencé !

L'ASSEMBLEE GENERALE, ORGANISATION INDISPENSABLE POUR ETENDRE LA LUTTE ;

Pour pouvoir prendre en charge la lutte, briser l'isolement, instaurer un véritable rapport de forces face à la bourgeoisie, la classe ouvrière doit s'en donner les moyens : c'est l'assemblée générale comme concrétisation de cette lutte collective qui seule peut permettre la prise en charge de l'organisation de l'action et de son extension. De plus en plus, la classe ouvrière est confrontée à cette nécessité, à cette compréhension pour la poursuite des combats. La lutte des ouvriers chômeurs n'y fait pas exception. Cette question cruciale pour la classe ouvrière, l'organisation par elle-même de son combat, se heurte encore à nombre d'obstacles mis en place par la bourgeoisie, ses syndicats, et au manque de confiance de la classe elle-même en ses propres forces. En ce sens, le fait que ce n'est qu'au bout de neuf mois que s'est tenue, le 5 novembre, la première assemblée générale appelée par l'association de chômeurs de St Etienne est déjà révélateur de toutes les hésitations et difficultés du développement de la lutte. C'est d'ailleurs sur la nécessité de ces assemblées générales que le CCI est intervenu vis-à-vis de l'association sans relâche depuis quelques mois.

Mais c'est véritablement la manifestation six jours auparavant, la combativité, la force collective exprimée, qui a donné le levier essentiel pour faire de cette A.G. un moment important de la lutte. Plus de 100 personnes y étaient présentes. D'emblée, après une courte présentation de l'association, les interventions se succédaient, avec l'écoute de la part de tous : méfiance sinon hostilité vis-à-vis de toutes les fractions bourgeoises, de droite comme de gauche, volonté de continuer la lutte ("il faut refaire au plus vite ce qu'on a fait à la manifestation"), quels moyens se donner

Houillères de Lorraine : REFUSER L'ISOLEMENT DE LA LUTTE DANS LA CORPORATION

■ Le 22 novembre, la quasi totalité des 25 000 mineurs du bassin houiller de Lorraine se mettaient en grève après l'annonce par la direction de 1 700 licenciements qui viennent s'ajouter aux 1 600 emplois supprimés dans ces mines en 1984 et 1985.

Ces suppressions d'emplois interviennent dans une région très durement touchée depuis quelques années par les attaques et les plans de licenciements de la bourgeoisie, que se soit dans les charbonnages, la sidérurgie ou le secteur textile. Le taux de chômage en Lorraine est parmi les plus élevés du pays. Dans cette région, les ouvriers ont payé au prix fort leurs illusions sur la gauche.

Ils ont subi parmi les premiers les attaques du "plan acier" en 76 puis 78, 79, sous un gouvernement de droite. Mais nombre d'entre eux croyaient alors aux promesses de "lendemain qui chantent" prodiguées par les partis de gauche et leur "programme commun". Ils ont connu une cruelle désillusion quand en 83 et 84, la gauche, avec le PCF en son sein, a décidé de nouvelles mesures se traduisant par des dizaines de milliers de licenciements.

La population ouvrière en Lorraine est forte de cette double expérience. La bourgeoisie ne s'y trompe pas, elle connaît le danger.

C'est pourquoi, comme il y a quelques mois déjà, elle s'est empressée de se mobiliser, de "couvrir" le terrain. Ce sont les quatre syndicats (CGT, CFDT, CFPC, FO) qui ont appelé à la grève. Plus significatif encore, les maires de 83 municipalités du bassin, toutes tendances politiques unies, se sont groupés en "comité inter-communal de défense" pour signer "un appel à l'action".

Ce sont tous ceux-là qui ont appelé à la mani-

festation organisée à Merelebach le 22 qui n'a regroupé que... 3 000 ouvriers.

"Après une balade de deux heures dans les rues de la ville, les manifestants défilants sous leurs banderoles (syndicales) respectives... se sont retrouvés pour un meeting où chacun des leaders (syndicaux) a lu son "papier" : partout les mêmes revendications "non à la casse du charbon... Oui à l'emploi !" ("Libération" du 23.11.85)

Ce sont tous ceux-là qui ont planifié hier les licenciements qui entendent "organiser la lutte ouvrière" aujourd'hui en ne faisant que la pousser dans des impasses.

Les ouvriers ne doivent pas baisser les bras. Ils ont les moyens de tirer les leçons de leurs amères expériences antérieures où la bourgeoisie, syndicats en tête, a pu les désarmer, vaincre leur résistance en isolant leur lutte sur un terrain corporatiste. Cela ne suffit pas.

Aujourd'hui, toute la population ouvrière est concernée par cette attaque, elle sait que c'est toute entière qu'elle en subira les retombées. Les mineurs doivent aller chercher la solidarité des autres ouvriers, des autres secteurs, des ouvriers réduits au chômage. Ils doivent en premier lieu rechercher celle des sidérurgistes aussi durement attaqués qu'eux dans la même région, se regrouper et unir leur lutte. Pour cela, ils ne doivent ni laisser la conduite de la lutte aux mains des syndicats, ni accorder de confiance aux municipalités - de droite ou de gauche -, c'est à l'extension et à la solidarité active de tous les ouvriers par delà la corporation, contre les manœuvres de sabotage des syndicats et des partis de gauche qu'ils doivent s'employer.

FACE AUX PIEGES DE LA BOURGEOISIE : REFUSER LA DIVISION ET L'ENCADREMENT

Comme nous le disions vis à vis du comité de chômeurs de Hambourg : "la lutte menée par les chômeurs dans leurs comités ne doit pas rester isolée dans le seul cadre de ces comités. C'est cela que cherche la bourgeoisie : maintenir l'isolement, la division entre chaque secteur de la classe ouvrière." (cf RI n°137)

En France, particulièrement, cette entreprise d'encadrement des chômeurs par la bourgeoisie se transforme. Si la tentative d'encadrement de syndicat "maison", celui de Pagat, a fait long feu, la bourgeoisie tente aujourd'hui de refaire la même chose, d'une façon plus dangereuse encore, contre la combativité qui s'exerce toujours plus. Aujourd'hui, c'est une fédération nationale des chômeurs, "anti-Pagat", qui voit le jour, regroupant déjà plus de 108 comités de chômeurs, et à laquelle l'association de St-Etienne vient d'adhérer, elle qui avait refusé il y a plus d'un an, dès le départ, toutes les manœuvres de Pagat.

Aujourd'hui, pour le développement de la lutte des chômeurs à St Etienne, comme pour toutes les luttes, c'est directement face à ces manœuvres d'encadrement, de débousolement qu'il faudra répondre. C'est à ce prix que toute la combativité et la vie ouvrières contenues dans les luttes pourront se renforcer, s'étendre. Sur cette base, cette lutte des chômeurs à St Etienne a montré la voie, a établi un précédent dont toute la classe ouvrière doit tirer déjà les leçons. Stopio.



festation organisée à Merelebach le 22 qui n'a regroupé que... 3 000 ouvriers.

"Après une balade de deux heures dans les rues de la ville, les manifestants défilants sous leurs banderoles (syndicales) respectives... se sont retrouvés pour un meeting où chacun des leaders (syndicaux) a lu son "papier" : partout les mêmes revendications "non à la casse du charbon... Oui à l'emploi !" ("Libération" du 23.11.85)

Ce sont tous ceux-là qui ont planifié hier les licenciements qui entendent "organiser la lutte ouvrière" aujourd'hui en ne faisant que la pousser dans des impasses.

Les ouvriers ne doivent pas baisser les bras. Ils ont les moyens de tirer les leçons de leurs amères expériences antérieures où la bourgeoisie, syndicats en tête, a pu les désarmer, vaincre leur résistance en isolant leur lutte sur un terrain corporatiste. Cela ne suffit pas.

Aujourd'hui, toute la population ouvrière est concernée par cette attaque, elle sait que c'est toute entière qu'elle en subira les retombées. Les mineurs doivent aller chercher la solidarité des autres ouvriers, des autres secteurs, des ouvriers réduits au chômage. Ils doivent en premier lieu rechercher celle des sidérurgistes aussi durement attaqués qu'eux dans la même région, se regrouper et unir leur lutte. Pour cela, ils ne doivent ni laisser la conduite de la lutte aux mains des syndicats, ni accorder de confiance aux municipalités - de droite ou de gauche -, c'est à l'extension et à la solidarité active de tous les ouvriers par delà la corporation, contre les manœuvres de sabotage des syndicats et des partis de gauche qu'ils doivent s'employer.

Lutte de classe internationale

Après le reflux des luttes ouvrières en 81-82 et la défaite du prolétariat en Pologne, la grève de plusieurs milliers de travailleurs en Belgique en septembre 83 allait annoncer une reprise des luttes contre l'aggravation des attaques dans tous les secteurs, dans tous les pays. Malgré un développement lent et difficile, les luttes vont toucher le monde entier et notamment les bataillons forts du prolétariat en Europe occidentale, y compris les pays réputés pour leur "calme social" comme l'Allemagne et la Scandinavie. La réalité de cette reprise des combats s'est confirmée au fil des mois et s'est développée de façon simultanée à travers l'Europe (1). Ces luttes ont été marquées notamment par :

- une tendance au surgissement de mouvements spontanés manifestant, en particulier à leurs débuts, un certain débordement des syndicats (Belgique 83, SNCF en septembre 85, etc...)
- une tendance à des mouvements de grande ampleur (500 000 ouvriers au Danemark, Brésil...)
- une tendance à l'extension et à l'auto-organisa-

tion (assemblées générales en Espagne parmi les ouvriers des postes et les ouvriers agricoles, tentative des mineurs anglais d'étendre la lutte aux dockers, meetings tenus par les ouvriers de différentes usines et chômeurs au Danemark...)

Aujourd'hui même, on assiste, par exemple, à la poursuite de ces luttes à travers toute la Belgique, particulièrement dans les mines du Limbourg, alors que 25 000 ouvriers des houillères de Lorraine sont en grève. Quelques jours auparavant, des grèves avaient eu lieu dans plusieurs secteurs aux Pays-Bas et en Grèce et des manifestations réunissaient des milliers d'ouvriers en Allemagne contre le chômage et les attaques contre leurs conditions de vie. Au début du mois d'octobre, les chemins de fer en France étaient paralysés par une grève spontanée qui menaçait de s'étendre à d'autres secteurs.

Ce que confirment ces luttes, c'est que, malgré les obstacles et les difficultés qu'elles rencontrent -notamment le travail de sabotage, de division, d'immobilisation, orchestrée par la bourgeoisie et ses syndicats- la classe ouvrière ne baisse

pas les bras.

Au contraire, aujourd'hui plus que jamais, les conditions pour que sa riposte s'élargisse sont de plus en plus présentes non seulement à travers la crise et les attaques plus violentes que lui porte la bourgeoisie, mais également à travers l'accumulation de ses expériences de lutte.

Celles-ci montrent de plus en plus clairement à la classe ouvrière la direction que doit prendre son combat, les embûches qu'elle doit surmonter et particulièrement les manœuvres syndicales. Elle doit engager les luttes partout, les unifier, les organiser, les coordonner, c'est à dire affirmer son combat sur son propre terrain, contre les mensonges de la gauche dans l'opposition, contre les sabotages des syndicats et du syndicalisme de base.

(1) sur les caractéristiques de cette reprise : voir revue internationale n°35 à 43.

LIMBOURG

UN NOUVEL ASSAUT DE LA COMBATIVITE OUVRIERE

■ La classe ouvrière en Belgique, comme dans le monde entier, montre qu'elle est loin d'avoir cessé le combat mais qu'elle intensifie encore celui-ci face à l'aggravation des attaques dont elle est l'objet à tous les niveaux. Attaque générale sur les salaires, sur les conditions de travail, licenciements massifs dans la plupart des secteurs (100.000 à venir dans les mines, la sidérurgie, l'enseignement, les chemins de fer, etc), attaques contre les chômeurs (47.000 chômeurs menacés d'exclusion de tout droit, réduction générale des allocations), baisse de l'ensemble des prestations sociales. Le cortège de mesures anti-ouvrières que la bourgeoisie belge a mis en route est le plus sévère que la classe ouvrière ait connu depuis la 2ème guerre mondiale.

Mais, d'ores et déjà, c'est dans divers secteurs que la classe a montré qu'elle refusait de courber l'échine. Ainsi, en plein battage électoral début octobre, les ouvriers de la sidérurgie à Liège, des postes et du métro s'étaient mis en grève contre les suppressions d'emploi et les conditions de travail ; à peine les élections terminées, avant même que le nouveau gouvernement soit constitué, ce sont les cheminots de la SNCB qui partaient en grève sauvage le 10 octobre contre l'exigence du gouvernement qu'ils paient une taxe de 43 % sur leurs primes de nuit, avec effet rétroactif depuis 1982 (!), alors que depuis 1982, 11.000 emplois ont été supprimés à la SNCB. Encore une preuve flagrante que la mise au chômage des uns n'évite pas l'attaque sur les salaires de autres ! A cette grève faisait suite toute une série de mouvements de la part des conducteurs de bus qui assurent les liaisons entre les villes.

Ainsi, c'est dans l'ensemble des secteurs que la classe ouvrière en Belgique se bat, la bourgeoisie doit faire face à une tension sociale qui ne cesse de grandir et à une simultanéité des luttes, qu'il devient de plus en plus difficile de cacher, alliée à une combativité qui montre la détermination des ouvriers en lutte. C'est dans ce contexte que le 28 octobre, les mineurs du Limbourg sont partis en grève contre la menace de 3.750 suppressions d'emploi annoncées par le nouveau gouvernement Maërtens dans deux sites miniers (charbon). Spontanément, 3.500 ouvriers des deux sites concernés partaient en grève et, au bout d'une semaine, c'est dans l'ensemble des puits que 18.000 mineurs rentraient dans le mouvement en solidarité avec les grévistes.

Face à cette situation de tension importante, toutes les forces de la bourgeoisie, patronat, gouvernement et bien sûr, syndicats en tête, ont oeuvré de concert, de façon coordonnée à briser le mouvement et empêcher toute possibilité d'exten-

sion.

Tout d'abord la Direction des Charbonnages appelle les mineurs à rester "réalistes" et à sauver "leur" région :

"Mieux vaut perdre 3.700 emplois que de courir à la faillite totale. Laisser aller les choses signifierait pour la Direction et le Limbourg une catastrophe sans précédent".

Le gouvernement, quant à lui, tente de noyer le poisson en présentant le problème comme étant celui des rivalités entre "argent flamand" et "argent wallon", tentant par là d'enfermer les ouvriers dans la défense de leur région, et d'attiser une querelle flamand-wallon, arme dont la bourgeoisie belge a déjà usé à de nombreuses occasions dans le passé.

Mais ces discours ne seraient d'aucun effet devant la volonté déterminée des mineurs, sans le travail, sur le terrain même de la lutte, des syndicats.

Ainsi, dès le début de la grève, le 28/10, les syndicats se sont efforcés d'enterrer ce mouvement spontané en invitant les mineurs à attendre la semaine suivante pour étendre la lutte (afin de mieux pouvoir négocier avec les représentants du futur gouvernement), pour ensuite la limiter à une grève d'avertissement de... 24h (prévue pour le lundi 4/11).

Mais cette manœuvre syndicale n'aboutit pas, parce que les ouvriers sont déterminés à se battre tout de suite, pas à attendre des promesses, pas plus qu'ils ne sont décidés à donner des avertissements stériles au patronat, parce qu'ils ont acquis une expérience profonde de ce type de manœuvre. Les syndicats vont alors tenter de diviser les mineurs par un partage du travail entre les deux principales centrales syndicales : la FGFB et la CSC ; l'une se faisant le porte-parole de la grève, l'autre appelant à la reprise du travail. Mais la poussée de la combativité ouvrière est telle que les ouvriers déjouent la manœuvre en rentrant massivement en lutte et on verra la CSC s'empresse de rejoindre le "front commun".

Dans l'ensemble de l'action syndicale anti-ouvrière, les syndicalistes de base se chargent, quant à eux d'organiser des actions-bidon comme des occupations de carrefours, des blocages de train ou de bus afin :

- d'épuiser les ouvriers les plus déterminés dans des actions faussement combattives, stériles ;
- d'empêcher le besoin d'extension, le besoin d'aller chercher la solidarité vers les autres secteurs, de s'exprimer ouvertement.

L'année dernière, lors de leur dernière grève, les mineurs du Limbourg étaient allés chercher la

solidarité des ouvriers de Phillips à Hasselt et de Ford-Genk, dans la même région ; ainsi, il fallait à tout prix que les syndicats enrayerent le développement de telles actions ouvrières, parce que le risque d'explosion sociale existe quasiment partout et que le risque d'unification entre les différentes luttes devient quasiment permanent.

A l'annonce du "report des décisions" par la direction des mines, la CSC et la FGFB, présentant cela comme une "grande victoire", vont organiser la reprise du travail pour le mercredi matin 6/11. Celle-ci a eu lieu dans la confusion la plus totale. Les mineurs les plus combattifs (essentiellement à Waterschei, à Winterslag et en partie à Beringen) se retrouvent isolés dans la poursuite du combat. C'est le moment choisi par la bourgeoisie pour marquer le point et intimider les mineurs en déchaînant sur eux les charges de la gendarmerie dans les rues de Genk et aux portes de la mine de Waterschei.

C'est donc de manière coordonnée que la bourgeoisie dans son ensemble a réagi pour faire cesser le mouvement le plus rapidement possible. Mais il est clair qu'elle a eu les plus grandes difficultés à dévoyer la colère ouvrière et la tendance très forte de la grève à s'étendre, et cela s'est manifesté principalement par les diverses manœuvres mises en place par les syndicats. Car seule l'extension de la lutte de classe permet une réelle riposte ouvrière à la bourgeoisie.

Ce sont ces positions, défendues par les militants du CCI ces derniers jours, qui ont provoqué le courroux des fidèles serviteurs de la bourgeoisie -syndicats et gauchistes- et les ont amenés à nous attaquer physiquement. Demain, ce seront aussi les ouvriers les plus déterminés qui se heurteront à ces gardes-chiourmes.

Mais si toutes les manœuvres de la bourgeoisie ont réussi, ce n'est que momentanément et rien n'est réglé ! Pour les mineurs du Limbourg, comme pour l'ensemble de la classe ouvrière en Belgique et ailleurs, l'expérience de telles luttes ne peut que renforcer celles à venir. En effet, si les syndicats ont pu briser une grève, la combativité reste intacte de même que s'approfondit la conscience que les mêmes syndicats n'oeuvrent qu'à saboter tout développement réel de la lutte de classe et qu'il faut avancer, contre eux, de réelles perspectives de classe pour imposer un rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.

D'après Internationalisme n°103, organe en Belgique du C.C.I.

UNE MEME CLASSE, UN MEME COMBAT

PAYS BAS :

Des débrayages ont eu lieu dans plusieurs usines Philips contre les tentatives de la direction d'imposer une baisse de salaire contre la diminution du temps de travail (en fait chômage technique "déguisé" et non payé). Fin octobre, des grèves ont éclaté contre les baisses de salaire à l'usine d'emballage du poisson à Zuid-Holland et dans la grande usine sidérurgique de Hoogovens IJmuiden.

Mais c'est dans la ville d'Amsterdam et parmi les dockers de Rotterdam que la situation reste la plus explosive. A Amsterdam, une grève a débuté le 11 octobre parmi les conducteurs de tramway contre les augmentations de cadence suite au licenciement de 400 conducteurs. A la fin du mois, les pompiers d'Amsterdam ont occupé l'ensemble des casernes de la ville, demandant des augmentations salariales et de pouvoir prendre les jours de congé auxquels ils ont droit. Le 23 octobre, une série de débrayages sauvages ont secoué le port de Rotterdam. Les dockers protestaient contre l'accord qui venait d'être signé entre syndicats et patronat sur les nouvelles conventions collectives. Le syndicat des dockers n'a réussi à assurer la reprise du travail qu'en truquant le vote.

GRÈCE :

Après la campagne pour les législatives en juin,

des socialistes, axée sur les promesses et la "sortie du tunnel", les mesures d'austérité -gel des salaires pour 2 ans, réduction draconienne des dépenses publiques, licenciements- prises par le gouvernement "socialiste" de Papandreou en octobre s'accroissent toujours. En réponse à ces attaques, le 6 novembre, 100 000 travailleurs des secteurs publics et privés se sont mis en grève. Le 14 novembre, 1,5 millions d'ouvriers participent à une "journée d'action" appelée par l'aile gauche de la confédération des travailleurs grecs, qui tente d'encadrer et de coller aux luttes et au mécontentement profond qui secoue le pays depuis deux mois.

Ces luttes se développent dans une ambiance générale d'instabilité sociale, se manifestant en particulier par les affrontements et émeutes à partir des universités d'Athènes, Thrace et Xanthi.

BRESIL :

Le Brésil, où la "nouvelle démocratie" accentue ses attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière, connaît sans cesse de nouvelles grèves (plus de 400 mouvements depuis l'installation de cette "nouvelle République"). Après la grève générale des transports en octobre, le mois de novembre a vu à nouveau la grève de 500 000 ouvriers à Sao Paulo. Les secteurs de la métallurgie,

de la chimie, de l'industrie du bois et du plastique de la boulangerie, ont été paralysés. Les ouvriers en grève réclamaient une augmentation de salaire de 20% au dessus de l'inflation (qui est de 400!) leur réajustement trimestriel et une réduction de la semaine de travail de 48 à 40 heures. En réponse, le gouvernement "démocratique" a condamné les grévistes en rappelant que "les plus déshérités, n'avaient pas les moyens, eux, de se croiser les bras pour faire valoir leurs revendications". Il annonçait en même temps le montant du nouveau "smic" brésilien (environ 500F par mois) qui représente... une perte toujours accrue par rapport au coût de la vie. Enfin, il appelait à un "pacte social" associant syndicats, patronat et gouvernement afin de mettre un terme à l'agitation ouvrière qui secoue en permanence le pays. Comme nous l'écrivions au mois de juin (1), la bourgeoisie au Brésil face au mécontentement profond et aux luttes ouvrières, a su mettre en place ses armes "démocratiques" et syndicales. Mais, comme partout dans le monde, l'accélération de la crise (que ce soit dans une démocratie ou une dictature) et l'expérience que fait la classe ouvrière en dit long sur la force du mouvement de fond qui l'anime.

(1) voir RI n°135.

PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE D'EXPLOITATION VERS LA FAILLITE ET LA PAUPERISATION ABSOLUE

■ La mini "reprise" américaine s'essoufle sans avoir pu empêcher l'effondrement des pays sous-développés et sans avoir véritablement permis une relance économique de l'Europe. Par contre tous les problèmes de fond qui minent irrémédiablement les fondements du capitalisme mondial se font sentir avec une gravité décuplée.

Voici quelques extraits de la partie de la résolution sur la situation internationale adoptée par notre 6ème congrès et concernant les perspectives économiques de la crise capitaliste.

Le mythe d'une amélioration de la situation de l'économie mondiale éclate comme une bulle de savon dès qu'on constate la terrible réalité qui est celle des pays de la périphérie du capitalisme. L'endettement gigantesque (900 milliards de dollars) des pays appelés par une sinistre ironie "en voie de développement" (PVD), l'échec flagrant des potions -pourtant très amères- préparées "pour leur bien" par les "experts du FMI" (baisse de 50 % en deux ans du pouvoir d'achat au Mexique, de 20 % en six mois en Argentine, etc...), la faillite complète des derniers parmi ces pays dont on avait vanté la croissance miraculeuse (Hong-Kong, Singapour...), les taux d'inflation invraisemblables qu'ils connaissent (400 % au Brésil, le "pays modèle" des années 70, 10 000 % en Bolivie...), la terrible misère qui accable toutes les populations du Tiers-Monde et qui, avec la malnutrition, les famines, les épidémies qu'elle provoque, est responsable chaque jour de la mort de 40 000 personnes, qui transforme la vie quotidienne de plusieurs milliards d'êtres humains en un enfer permanent, toute cette effroyable réalité -que la bourgeoisie des pays avancés n'hésite pas à exhiber dès qu'il s'agit de présenter comme "enviable" la situation économique ainsi que le sort des ouvriers de ces pays- ne révèle en fait qu'une chose : l'impasse totale dans laquelle se trouve l'économie mondiale, l'incapacité définitive du mode de production capitaliste à surmonter ses contradictions mortelles dont les pays de la périphérie sont les premiers à payer les conséquences.

De même, l'incapacité permanente des pays dits "socialistes" à réaliser des plans pourtant de moins en moins ambitieux, la pénurie totale et permanente de biens de consommation qui s'y installe, le recul de la production en Tchécoslovaquie et en Pologne (dans ce dernier pays on en est aujourd'hui au niveau de 74), les 150 % d'inflation en 2 ans en Pologne comme la baisse de l'espérance de vie en URSS (66 ans en 1964, 62 ans en 1984), toutes ces caractéristiques, non seulement démasquent clairement le mensonge de leur nature "socialiste" mais font un sort définitif aux "théories" ayant eu cours, même au sein du milieu révolutionnaire, sur la capacité du capitalisme d'Etat à surmonter les contradictions du capitalisme classique, à se libérer des contraintes de la loi de la valeur. Elles révèlent que si ces pays ne sont pas moins capitalistes que les autres, c'est

un capitalisme peu développé et peu compétitif qui y règne, un capitalisme qui, par bien des aspects, s'apparente à celui des pays de Tiers-Monde (comme la prédominance croissante des matières premières dans ses exportations le démontre) et qui, à ce titre, est particulièrement fragile face aux coups de boutoir de la crise.

En 1983, et surtout en 1984 les Etats-Unis ont acheté de tout à tout le monde. Ce qui a permis à leurs partenaires industrialisés de freiner relativement et momentanément leur propre effondrement économique.

EVOLUTION DES IMPORTATIONS DES USA
(Taux de variations annuels, en pourcentage)

	Monde	Japon	Europe	Amérique Latine	Afrique
1982	-6,5	0,2	1,0	1,4	-34,3
1983	5,8	9,1	2,9	9,8	-18,8
1984	26,2	38,7	32,0	18,6	-0,5

Mais les USA ont payé avec une monnaie artificiellement surévaluée par la spéculation et en contractant une dette sans précédent dans l'histoire. Aujourd'hui, cette politique de fuite en avant n'est plus possible et l'heure des remboursements arrive. Au mois de novembre, le gouvernement de la première puissance économique mondiale était au bord de se déclarer en incapacité de paiement, il a fallu que le parlement vote une loi spéciale pour lui permettre de rembourser une partie de ses dettes.

La crise économique et ses effets dévastateurs sur les conditions d'existence de la classe ouvrière ne sont pas derrière nous, mais DEVANT.

Le mythe de la convalescence du capitalisme se heurte également aux dures réalités qui sont celles des plus vieux pays bourgeois : ceux d'Europe occidentale où est localisée la plus forte concentration industrielle du monde. Dans cette zone, les quelques améliorations constatées ces dernières années pour certains pays en termes de taux d'inflation et de croissance du PNB ne sauraient masquer les réalités suivantes :

- malgré son recul, résultant des attaques répétées contre les conditions de vie des ouvriers, le niveau présent de l'inflation (7,2 %) pour l'ensemble de ces pays représente encore plus du double de celui de 1967 (3,3 %) ;
- le niveau de la production industrielle n'était pas plus élevé en 1984 qu'en 1981 ;
- ce sont des pans entiers et considérables de l'appareil industriel qui sont éliminés (dans la sidérurgie, les chantiers navals, les mines, l'automobile, etc.) au nom d'un "assainissement" qui ressemble aux amputations répétées pratiquées sur un corps atteint de gangrène ;

- le fléau du chômage n'a cessé de se développer jusqu'à frapper 25 millions d'ouvriers soit plus de 11 % de la population active (entre 81 et 84 le nombre des chômeurs a augmenté autant que durant les 20 années précédentes) ; la réalité quotidienne de ces pays c'est l'extension à des échelles inconnues depuis des décennies des soupes populaires et de la paupérisation absolue.

Relatives à un des centres vitaux du capitalisme mondial, ces données prouvent à quel point les bavardages sur la "reprise", l'"assainissement" ne sont que purs rideaux de fumée.

De même, apparaissent comme totalement mensongers les discours sur la "santé" de l'économie américaine dès que dévoilées les recettes véritables de ces "reaganomics" sensées avoir fait des miracles. (...) Après 1982, c'est l'endettement encore plus considérable des USA, tant extérieur (qui en fait le premier débiteur du monde) qu'intérieur (plus de 6 000 milliards de dollars en 1984, soit l'équivalent de la production totale de la RFA pendant 10 ans), qui ont permis à ce pays de connaître des taux de croissance record en 84 de même que ce sont des énormes déficits commerciaux qui ont bénéficié momentanément aux exportations de quelques autres pays (tels la RFA) et donc au niveau de leur production.

En fin de compte, de même que l'endettement astronomique des pays du Tiers-Monde n'avait pu aboutir qu'à un choc en retour catastrophique, en forme d'une austérité et une récession sans précédent, l'endettement encore plus considérable de l'économie américaine ne peut, sous peine d'une explosion de son système financier (dont on mesure dès à présent toute la vulnérabilité avec la succession ininterrompue de faillites bancaires), déboucher que sur une nouvelle récession tant de cette économie que des autres économies dont les marchés extérieurs vont se réduire comme peau de chagrin. (Voir encart dans cet article).

La seule perspective qui s'offre au monde, y compris aux pays les plus industrialisés, est donc :
- un nouveau recul du commerce mondial doublé d'une intensification de la guerre commerciale notamment entre les USA et ses grands "partenaires" tels le Japon et l'Europe de l'ouest ;
- une nouvelle plongée de la production se traduisant par une terrible aggravation du chômage ;
- l'intensification des attaques contre les conditions de vie des ouvriers en forme de baisse des salaires, de réduction des prestations sociales ainsi que d'une aggravation sans précédent des rythmes et des conditions de travail.

Ce que recouvrent les discours sur la "reprise" et sur l'"assainissement" de l'économie c'est une nouvelle progression de la paupérisation absolue, non seulement dans les pays arriérés mais également dans les grandes métropoles du capitalisme. Ainsi, les "années de vérité" viennent confirmer un des enseignements importants du marxisme que toutes sortes d'"experts" prétendaient "faux" ou "dépassés" : ce système ne conduit pas seulement à la paupérisation relative de la classe exploitée, c'est bien une paupérisation ABSOLUE que subit maintenant de façon grandissante celle-ci, notamment avec le développement du chômage à une échelle massive.

La vérité que ces années révèlent de façon sinistrement éclatante c'est toute la barbarie dans laquelle le capitalisme décadent enfonce l'ensemble de la société.

SALUT A A.P. FORME JOURNAL !

La revue "Accion Proletaria", organe du CCI en Espagne, est passée à la forme journal. C'est la réponse des révolutionnaires aux nécessités d'intervention accrue de la troisième vague de lutte de classe. Plus que jamais, dans la reprise actuelle de la lutte de classe au niveau international, il est nécessaire que la voix des révolutionnaires se fasse entendre pour participer au développement de la conscience tant des enjeux de la lutte que des obstacles que la bourgeoisie met sur le chemin du prolétariat, pour participer plus directement au développement du mouvement prolétarien.

SALUT A ACCION PROLETARIA!

6ème CONGRES DU CCI

(suite de la p.6)

politiques dans les années qui viennent, en prévoyant et en misant sur des explosions de luttes des ouvriers et des chômeurs. Ces explosions ont commencé et sont inscrites dans les conditions de la période historique que nous vivons. Au sein de celles-ci, la capacité des révolutionnaires à constituer une véritable organisation politique de combat est une condition indispensable à leur élargissement et à leur développement vers la perspective de la révolution communiste mondiale. Tel est l'objectif du Courant Communiste International.

22/11/85

COLOMBIE : LA BARBARIE CAPITALISTE

■ 28000 personnes enterrées vivantes sous un torrent de boue de huit à dix mètres de haut. Une ville entière rayée de la carte en quelques instants. Des centaines de rescapés qui meurent d'épuisement sur les collines environnantes. Des centaines d'autres muets de détresse, n'ayant plus que la peur, le froid, la faim, les larmes pour compagnons. Une fillette, les jambes coincées dans un étai de boue, de pierre et de cadavres qui agonise six heures durant sans qu'aucune aide puisse lui être apportée, ce sous l'objectif d'une caméra ultra-perfectionnée qui va diffuser en direct par voie de satellite ce "scoop sensationnel" dans le monde entier.

La raison de cette horreur sans fond ?

La raison de ce paradoxe où l'on voit mobilisés instantanément les moyens techniques les plus perfectionnés pour filmer l'horreur et non pour l'empêcher, l'enrayer, venir en aide immédiatement aux survivants ?

Certainement pas la fatalité ! Mais le cynisme de la bourgeoisie colombienne et mondiale qui avaient tous les éléments en main pour connaître, prévoir les conséquences de l'entrée en activité du volcan et prendre les mesures nécessaires pour sauver ces 28000 vies humaines.

Et elles n'en ont rien fait dans la mesure où une telle action ne leur aurait apporté aucun profit, mais les aurait au contraire amenées à détenir une partie de leurs avoirs financiers en "bourse verte".

Ouvriers !

28000 êtres humains sont morts ce mois-ci en Colombie. Autant ont été sacrifiés au Mexique le mois précédent pour des raisons similaires. Tous victimes du capitalisme. Tous victimes du cynisme de la bourgeoisie. A vous d'en tirer les conséquences pour que soit mis à bas ce système barbare et triomphe la révolution communiste mondiale.

Salut à "Comunismo"!

Cet été, est paru le 1er numéro de "Comunismo", revue semestrielle publiée par le "collectif communiste Alptram" au Mexique (1). C'est un pas énorme vers l'existence d'un instrument d'intervention marxiste régulier au Mexique. Comme ils le disent eux-mêmes dans leur éditorial : "La publication de COMUNISMO est une forme d'intervention indispensable pour le collectif. Avec cette publication, nous espérons créer un lieu vital pour l'expression politique du prolétariat du Mexique, lieu jusqu'à présent inexistant."

Cette volonté d'intervention dans le prolétariat est concrétisée par le contenu de la revue, où une large place est faite aux leçons à tirer de la grève des mineurs en Grande-Bretagne, comprenant une introduction du collectif, suivi d'un texte du BIPR et d'un texte du CCI.

La volonté de s'impliquer dans le milieu révolutionnaire international se manifeste aussi par la présence d'une rubrique "Débat international" qui, dans ce numéro est consacrée à la polémique avec le BIPR sur sa conception de la "reconstruction du parti".

Comme le dit très justement l'éditorial : "Aujourd'hui plus que jamais se pose la nécessité pratique que les mouvements naissants s'étendent et se généralisent, rompant avec tout corporatisme, s'affirme la nécessité d'une intervention organisée à l'échelle mondiale des révolutionnaires, et se pose la question de poser les bases du parti politique du prolétariat."

SALUT A COMUNISMO!

Note :

(1) voir dans la "Revue Internationale" n°40 et 41 "Thèses du collectif Alptram".

ALPTRAM : Apartado Postal 21-964 C.P. 4000 MEXICO; D.F.

LA CLASSE OUVRIERE PEUT ET DOIT LUTTER

(suite de la p.1)

Ce n'est pas un hasard si toute la presse, tous les médias se sont penchés sur la désyndicalisation accélérée de la classe ouvrière pour la déplorer. C'est une question de première importance pour elle comme pour les ouvriers. Si ce phénomène est général, il revêt une ampleur particulière en Europe occidentale et surtout en France depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Ainsi, dans ce pays, le taux de syndicalisation ne représente plus que 15 % pour l'ensemble des salariés ; dans le secteur de la métallurgie par exemple, il est tombé de 25 % à 5 % en 10 ans ! Pour la CGT qui reste le syndicat le plus important et représentatif, le nombre d'adhérents salariés en activité s'est réduit de moitié depuis 1978 (moins de 800 000 adhérents aujourd'hui, d'après les sources les plus informées). Les effectifs de la CFDT ont, eux, dégringolés de 25 % depuis 1976.

Comment la bourgeoisie réagit-elle devant cela ? Elle s'attache à présenter la désyndicalisation comme une véritable "catastrophe" pour la classe ouvrière, à donner l'image que l'affaiblissement des syndicats représente un affaiblissement de la classe ouvrière. Si la classe ouvrière ne suit pas les syndicats, ce serait parce qu'elle ne veut plus lutter. Rien n'est plus faux : la perte d'influence des syndicats n'exprime nullement un renoncement à la lutte. Au contraire : le développement actuel de la méfiance envers les syndicats constitue une donnée essentielle du rapport de forces entre les classes et donc un aspect déterminant de toute la situation historique, en faveur du prolétariat. Cependant, cette méfiance est en partie responsable de façon immédiate, de la réduction du nombre de luttes dans différents pays, notamment là où justement le discrédit syndical s'est particulièrement renforcé comme en France.

La passivité qu'observent beaucoup d'ouvriers à l'égard des "actions" appelées par les syndicats traduit la nécessaire perte d'illusions envers le syndicalisme.

Mais, dans la mesure où la bourgeoisie cherche précisément avant tout à entretenir une passivité dans la classe ouvrière et où la perte de confiance envers ces organes s'accompagne de façon momentanée d'une perte de confiance en leur propre force, elle essaie d'exploiter habilement les doutes profonds qui se font jour dans la classe envers les syndicats. Elle utilise l'écoeurement, le scepticisme que rencontrent les appels syndicaux aux grèves, aux manifestations derrière leurs banderoles et leurs slogans pour tenter de transformer cette méfiance légitime en entreprise de démoralisation des ouvriers, en travail de sape sur les luttes. C'est ainsi qu'elle a réussi ses manœuvres d'immobilisation et qu'elle a pu en particulier porter son coup à toute la classe ouvrière à travers Renault, même au prix d'une aggravation du discrédit de son syndicat le plus puissant et le plus susceptible d'encadrer efficacement les ouvriers, de par son image traditionnellement la plus "ouvrière", la CGT.

Mais cela n'implique nullement la capitulation des ouvriers, la voie de "l'extinction des luttes de classe", une aspiration à de nouvelles relations capital-travail contre une quelconque "syndicalité" comme l'insinue lourdement le journaliste pseudo-scientifique à succès, F. de Closets, ni que la grève est devenue une arme désuète, juste bonne à "mettre au placard" dans un musée de l'histoire.

Si cela confirme que les ouvriers font de moins en moins confiance aux syndicats pour assurer leur défense, cela indique que cette défiance nécessaire ne doit pas être considérée en soi comme un élément positif.

L'utilisation qu'en fait présentement la bourgeoisie démontre qu'en rester là ne suffit pas, que l'ennemi de classe peut la retourner contre vous pour vous inciter à la passivité, à douter de vos propres forces.

Ouvriers ! Votre défiance ne doit pas vous paralyser, vous empêcher de lutter !

Vous ne devez pas laisser les syndicats faire semblant de lutter, de manifester à votre place. Vous ne pouvez pas laisser sur le terrain de la lutte la liberté de manœuvre aux syndicats. Vous devez prendre l'initiative, prendre en charge vous mêmes vos luttes et la défense de vos intérêts de classe. Vous devez être de plus en plus nombreux à faire entendre votre voix, à entrer en lutte.

Ouvriers ! il n'y a qu'un seul moyen possible pour déjouer ce type de piège. Ce n'est pas de vous détourner des grèves et des manifestations sur le terrain de la défense de vos conditions de vie parce qu'elles sont organisées et appelées par les syndicats pour vous détourner de la lutte, pour que vous restiez isolés, chacun dans votre coin. Au contraire, vous devez exprimer le plus massivement possible l'énorme mécontentement qui se développe en votre sein, exprimer résolument le potentiel considérable de combativité qui s'accumule dans vos rangs, défendre pied à pied vos revendications.

Vous devez affirmer votre impérieux besoin de résister aux attaques toujours plus fortes de la bourgeoisie.

La bourgeoisie fait tout pour vous empêcher de vous rassembler, de discuter. Vous devez vous regrouper, élargir votre combat, étendre vos luttes

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

SOUSCRIPTION PERMANENTE A LA PRESSE
L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 f recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les n°6 et 7 de RI ancienne série et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

SOUSCRIPTIONS :	
Total général :	4050 F.
Mois de Novembre :	
G. (Tours) :	1000 F.
P. (Le Havre) :	370 F.
Total du mois :	1370 F.

REUNIONS PUBLIQUES

"Les syndicats, obstacles majeurs contre le développement des luttes ouvrières"

CLERMONT-FERRAND :
Réunion publique le vendredi 20 décembre, à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :
Vente de la presse au marché de Wazemmes de 10h30 à 11h30 le dimanche 1er décembre.

LYON :
Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le dimanche 8 décembre à partir de 11h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le 20 décembre à 21h, au 205 rue Ste Cécile, 13005.
Permanence le 18 décembre de 18h à 19h à "L'arstistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES :
Réunion publique le 21 décembre à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
Permanence le 13 décembre, à 20h30, même endroit
Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le 14 décembre de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le 14 décembre à 18h, au 27, avenue de Choisy, 75013, métro Porte de Choisy.
Permanences tous les samedis sauf celui de la R.P. de 16h à 18h, même adresse.

ROUEN :
Permanence le 14 décembre à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le 20 décembre à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la cafétéria du Géant Casino, au Pont des Demoiselles.
Permanences tous les vendredis (sauf celui de la R.P.) à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux Pucés, place St Sernin.

TOURS :
Permanence le 14 décembre au 5-7 rue Niepce (arrêt Lavoisier) JOUE LES TOURS.

en allant chercher la solidarité des autres ouvriers, en entraînant d'autres secteurs de la classe dans votre lutte.

Contre les manœuvres syndicales de division, d'enfermement dans l'usine, d'isolement sectoriel ou corporatiste, vous devez affirmer votre solidarité, votre unité.

Cette confrontation, vous ne pouvez l'éviter, vous devez l'assumer.

C'est à cette condition que la méfiance légitime que vous nourrissez envers les syndicats deviendra une arme entre vos mains.

Plus que jamais, cette arme est à votre portée pour les combats à venir.

R.I. le 22.11.85

AVIS AUX LECTEURS :

NOUS VENONS DE RECEVOIR, TROIS JOURS AVANT LA PARUTION DE CE NUMERO, UNE "MISE AU POINT" DES MILITANTS EN FRANCE DU BIPR, DONT LA PUBLICATION EST "REVUE COMMUNISTE" A PROPOS DE L'ARTICLE "LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE FACE A LA SITUATION" PARU DANS REVOLUTION INTERNATIONALE N° 138. FAUTE DE PLACE, ET DE TEMPS, NOUS N'AVONS PAS PU PUBLIER CETTE "MISE AU POINT" ASSORTIE D'UNE REPONSE DANS CE NUMERO. NOUS NOUS ENGAGEONS A LE FAIRE DANS LE PROCHAIN JOURNAL.
Le comité de rédaction.

PUBLICATIONS

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM
PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK- N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f), épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP
Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

tirage moyen : 2000 exemplaires
Vente moyenne : 500 exemplaires

SUR LE THEME : "COMMENT LUTTER CONTRE LE CHOMAGE MASSIF?"

STETIENNE :
Réunion publique le 18 décembre à 20h30 à la "maison pour tous", Beaulieu, 28 rue Palle, 42000 St Etienne.

LA CLASSE OUVRIERE PEUT ET DOIT LUTTER

Ce n'est pas un hasard si toute la presse, tous les médias se sont penchés sur la désyndicalisation accélérée de la classe ouvrière pour la déplorer. C'est une question de première importance pour elle comme pour les ouvriers. Si ce phénomène est général, il revêt une ampleur particulière en Europe occidentale et surtout en France depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Ainsi, dans ce pays, le taux de syndicalisation ne représente plus que 15 % pour l'ensemble des salariés ; dans le secteur de la métallurgie par exemple, il est tombé de 25 % à 5 % en 10 ans ! Pour la CGT qui reste le syndicat le plus important et représentatif, le nombre d'adhérents salariés en activité s'est réduit de moitié depuis 1978 (moins de 800 000 adhérents aujourd'hui, d'après les sources les plus informées). Les effectifs de la CFDT ont, eux, dégringolés de 25 % depuis 1976.

Comment la bourgeoisie réagit-elle devant cela ? Elle s'attache à présenter la désyndicalisation comme une véritable "catastrophe" pour la classe ouvrière, à donner l'image que l'affaiblissement des syndicats représente un affaiblissement de la classe ouvrière. Si la classe ouvrière ne suit pas les syndicats, ce serait parce qu'elle ne veut plus lutter. Rien n'est plus faux : la perte d'influence des syndicats n'exprime nullement un renoncement à la lutte. Au contraire : le développement actuel de la méfiance envers les syndicats constitue une donnée essentielle du rapport de forces entre les classes et donc un aspect déterminant de toute la situation historique, en faveur du prolétariat. Cependant, cette méfiance est en partie responsable de façon immédiate, de la réduction du nombre de luttes dans différents pays, notamment là où justement le discrédit syndical s'est particulièrement renforcé comme en France.

La passivité qu'observent beaucoup d'ouvriers à l'égard des "actions" appelées par les syndicats traduit la nécessaire perte d'illusions envers le syndicalisme.

Mais, dans la mesure où la bourgeoisie cherche précisément avant tout à entretenir une passivité dans la classe ouvrière et où la perte de confiance envers ces organes s'accompagne de façon momentanée d'une perte de confiance en leur propre force, elle essaie d'exploiter habilement les doutes profonds qui se font jour dans la classe envers les syndicats. Elle utilise l'écoeurement, le scepticisme que rencontrent les appels syndicaux aux grèves, aux manifestations derrière leurs banderoles et leurs slogans pour tenter de transformer cette méfiance légitime en entreprise de démoralisation des ouvriers, en travail de sape sur les luttes. C'est ainsi qu'elle a réussi ses manœuvres d'immobilisation et qu'elle a pu en particulier porter son coup à toute la classe ouvrière à travers Renault, même au prix d'une aggravation du discrédit de son syndicat le plus puissant et le plus susceptible d'encadrer efficacement les ouvriers, de par son image traditionnellement la plus "ouvrière", la CGT.

Mais cela n'implique nullement la capitulation des ouvriers, la voie de "l'extinction des luttes de classe", une aspiration à de nouvelles relations capital-travail contre une quelconque "syndicalité" comme l'insinue lourdement le journaliste pseudo-scientifique à succès, F. de Closets, ni que la grève est devenue une arme désuète, juste bonne à "mettre au placard" dans un musée de l'histoire.

Si cela confirme que les ouvriers font de moins en moins confiance aux syndicats pour assurer leur défense, cela indique que cette défiance nécessaire ne doit pas être considérée en soi comme un élément positif.

(suite de la p.1)

L'utilisation qu'en fait présentement la bourgeoisie démontre qu'en rester là ne suffit pas, que l'ennemi de classe peut la retourner contre vous pour vous inciter à la passivité, à douter de vos propres forces.

Ouvriers ! Votre défiance ne doit pas vous paralyser, vous empêcher de lutter !

Vous ne devez pas laisser les syndicats faire semblant de lutter, de manifester à votre place. Vous ne pouvez pas laisser sur le terrain de la lutte la liberté de manœuvre aux syndicats. Vous devez prendre l'initiative, prendre en charge vous mêmes vos luttes et la défense de vos intérêts de classe. Vous devez être de plus en plus nombreux à faire entendre votre voix, à entrer en lutte.

Ouvriers ! il n'y a qu'un seul moyen possible pour déjouer ce type de piège. Ce n'est pas de vous détourner des grèves et des manifestations sur le terrain de la défense de vos conditions de vie parce qu'elles sont organisées et appelées par les syndicats pour vous détourner de la lutte, pour que vous restiez isolés, chacun dans votre coin. Au contraire, vous devez exprimer le plus massivement possible l'énorme mécontentement qui se développe en votre sein, exprimer résolument le potentiel considérable de combativité qui s'accumule dans vos rangs, défendre pied à pied vos revendications.

Vous devez affirmer votre impérieux besoin de résister aux attaques toujours plus fortes de la bourgeoisie.

La bourgeoisie fait tout pour vous empêcher de vous rassembler, de discuter. Vous devez vous regrouper, élargir votre combat, étendre vos luttes

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

SOUSCRIPTION PERMANENTE A LA PRESSE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 f recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les n°6 et 7 de RI ancienne série et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

SOUSCRIPTIONS :
Total général : 4050 F.
Mois de Novembre :
G. (Tours) : 1000 F.
P. (Le Havre) : 370 F.
Total du mois : 1370 F.

REUNIONS PUBLIQUES

"Les syndicats, obstacles majeurs contre le développement des luttes ouvrières"

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 20 décembre, à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :

Vente de la presse au marché de Wazemmes de 10h30 à 11h30 le dimanche 1er décembre.

LYON :

Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le dimanche 8 décembre à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 20 décembre à 21h, au 205 rue Ste Cécile, 13005.
Permanence le 18 décembre de 18h à 19h à "L'artistique Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES :

Réunion publique le 21 décembre à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
Permanence le 13 décembre, à 20h30, même endroit
Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le 14 décembre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 14 décembre à 18h, au 27, avenue de Choisy, 75013, métro Porte de Choisy.
Permanences tous les samedis sauf celui de la R.P. de 16h à 18h, même adresse.

ROUEN :

Permanence le 14 décembre à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 20 décembre à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la cafétéria du Géant Casino, au Pont des Demoiselles.

Permanences tous les vendredis (sauf celui de la R.P.) à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux Pucés, place St Sernin.

TOURS :

Permanence le 14 décembre au 5-7 rue Niepce (arrêt Lavoisier) JOUE LES TOURS.

en allant chercher la solidarité des autres ouvriers, en entraînant d'autres secteurs de la classe dans votre lutte.

Contre les manœuvres syndicales de division, d'enfermement dans l'usine, d'isolement sectoriel ou corporatiste, vous devez affirmer votre solidarité, votre unité.

Cette confrontation, vous ne pouvez l'éviter, vous devez l'assumer.

C'est à cette condition que la méfiance légitime que vous nourrissez envers les syndicats deviendra une arme entre vos mains.

Plus que jamais, cette arme est à votre portée pour les combats à venir.

R.I. le 22.11.85

AVIS AUX LECTEURS :

NOUS VENONS DE RECEVOIR, TROIS JOURS AVANT LA PARUTION DE CE NUMERO, UNE "MISE AU POINT" DES MILITANTS EN FRANCE DU BIPR, DONT LA PUBLICATION EST "REVUE COMMUNISTE" A PROPOS DE L'ARTICLE "LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE FACE A LA SITUATION" PARU DANS REVOLUTION INTERNATIONALE N° 138. FAUTE DE PLACE, ET DE TEMPS, NOUS N'AVONS PAS PU PUBLIER CETTE "MISE AU POINT" ASSORTIE D'UNE REPONSE DANS CE NUMERO. NOUS NOUS ENGAGEONS A LE FAIRE DANS LE PROCHAIN JOURNAL.

Le comité de rédaction.

PUBLICATIONS

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM
PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK- N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f), épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

tirage moyen : 2000 exemplaires
Vente moyenne : 500 exemplaires

SUR LE THEME : "COMMENT LUTTER CONTRE LE CHOMAGE MASSIF?"

STETIENNE :

Réunion publique le 18 décembre à 20h30 à la "maison pour tous", Beaulieu, 28 rue Palle, 42000 St Etienne.

SOMMET DE GENEVE UN SPECTACLE POUR JUSTIFIER DE NOUVEAUX PREPARATIFS DE GUERRE



■ Nous devons tous les deux avoir la même intention. S'il est autant motivé que moi je le suis, nous en terminerons avec la course aux armements" déclarait Reagan à la veille du sommet de Genève ("Le Monde", 20/11/85). Et, c'était prévu, le premier sommet entre les deux Grands depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS s'est terminé, avec force sourires et poignées de main de part et d'autre, par une "déclaration commune" de "bonne volonté mutuelle", étalant dans les médias de part et d'autre du rideau de fer l'image tranquille de la "détente". Une des meilleures illustrations de l'abâtissement entretenu par la presse, n'est-il pas cet éditorial de "Libération" du 20/11/85 qui s'extasie naïvement :

"Ils se voient, ils se parlent. Cela devrait suffire à calmer l'humanité inquiète. Et l'image n'est pas nécessairement trompeuse. Deux hommes qui se serrent la main en souriant au bord du lac, sous nos yeux étonnés, ne peuvent pas, le lendemain, déclencher l'apocalypse".

Rien n'est plus faux. Ce nouveau sommet vient encore une fois confirmer que plus ils parlent de paix, plus ils préparent la guerre, une guerre toujours menée au nom de la "paix".

Gorbatchev proposant une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques, Reagan avançant la possibilité d'une négociation de cinq zones de conflits, et argumentant que le projet de la "guerre des étoiles" est en fait un bouclier "défensif" destiné à supprimer la menace de guerre nucléaire... et aucun des deux n'étant d'accord sur les soi-disant moyens "d'assurer la paix", chacun peut repartir auréolé de justifications pour continuer la monstrueuse course aux armements qui n'a cessé de se développer depuis la 2ème guerre mondiale et a connu depuis les années 70 une accélération sans précédent.

Les négociations de Genève entre Reagan et Gorbatchev ne sont qu'un spectacle jeté en pâture aux populations de l'Est et de l'Ouest pour justifier l'augmentation croissante des budgets d'armements, en noyant l'opinion publique dans la complexité pour consolider l'idée que l'orientation générale de la société vers le militarisme est inévitable, et que le commun des mortels n'a aucune emprise sur l'avenir.

Ce qui se joue dans la réalité, derrière les caméras, est différent : dans les commissions d'experts, de "conseillers", dans les multiples orga-

nismes qui décident de l'orientation de la production et du nouveau pas à franchir dans la course aux armements, se pèsent et se mesurent les possibilités, le rapport de forces entre les deux Grands, en tenant compte non seulement de l'aspect militaire et économique, mais aussi de l'aspect social : la décision d'organiser un spectacle à large diffusion ne se justifie que par la nécessité de pousser la classe ouvrière, des deux côtés, à accepter une militarisation accrue dans un contexte de crise économique qu'elle refuse de plus en plus ouvertement.

UN NOUVEAU PAS DANS LA COURSE AUX ARMEMENTS

La tentative de Reagan de présenter la "guerre des étoiles" comme une initiative pour la paix, rendant caduque l'usage des armements nucléaires, ne peut plus tromper. Depuis la 2ème guerre mondiale, c'est toujours au nom de cet argument que l'accélération de la course aux armements a été justifiée.

Déjà, à la fin de la 2ème guerre mondiale, l'armement nucléaire dont s'étaient dotés les USA, était présenté comme tel : l'URSS ne prendrait jamais le risque d'une guerre mondiale sous la menace du parapluie atomique du bloc US. Pourtant, dès la fin des années 50, l'URSS se dotait d'un armement de même nature.

Ensuite, fut mis en avant l'aspect dissuasif de la bombe atomique, qui devait maintenir les grandes puissances en dehors de toute velléité d'affrontement direct qui, par riposte, les anéantirait pareillement. L'évolution de l'armement de ces 15 dernières années est venu démentir la platitude de l'armement atomique : c'est de manière accélérée que, depuis le début des années 70, l'armement nucléaire a été rendu directement utilisable dans un affrontement géographiquement limité : aux vecteurs à longue portée d'une puissance de feu massive (missiles inter-continentaux) se sont ajoutés les vecteurs à moyenne portée à puissance sélective (les fameux SS 20 et Pershing dont l'installation s'est récemment accélérée en Europe de l'Ouest et de l'Est). Aux parades nucléaires de riposte, s'est ajouté le développement de systèmes de défense, de destruction en vol, anti-missiles, systèmes que les USA projettent de faire culminer dans la "guerre des étoiles" par l'emploi de satellites. Parallèlement, l'armement classique allait lui-même intégrer le nucléaire avec la "bombe à neutrons", dite de "terrain". Il est remarquable que cette accélération de la course aux armements dans les années 70 a été ponctuée de ces sommets réguliers sur le "désarmement", que les deux Grands projettent de multiplier aujourd'hui...

Ce nouveau sommet, moins que tout autre, n'est celui du "désarmement". Il suffit de considérer les efforts énormes déployés ces dernières années pour l'armement, pour mesurer la vanité des discours sur la "détente". Ainsi, durant la seule année 84, les Etats industrialisés ont dépensé 1.000 milliards de dollars en armements, soit plus que la dette cumulée de tous les pays du tiers-monde.

La déclaration commune Reagan-Gorbatchev selon laquelle "les deux parties ne chercheront pas à atteindre la supériorité militaire", est une vaste fumisterie. Ce sommet marque un nouveau pas dans la course aux armements, s'inscrivant dans toute une évolution de tension accrue entre les deux blocs.

Le bloc occidental a mis à profit sa puissance économique (65% de la production mondiale pour l'OCDE, contre 15 % pour le COMECON) pour faire reculer le bloc russe qui, en dehors des limites étroites définies au lendemain de la 2ème guerre mondiale, ne possède plus comme alliés fidèles que

Cuba et le Vietnam, qui contrôle le Laos et le Cambodge (voir article dans RI No 138). En fait de négociations sur les conflits en cours, il était évident que l'URSS ne pouvait qu'opposer un refus tout net aux propositions américaines de "règlement"... qui demandaient à l'URSS de se dégager purement et simplement de l'Afghanistan et des zones où elle essaie de prendre appui, alors que l'offensive américaine continue d'avancer, après avoir éjecté l'URSS du Moyen-Orient.

La mise en place de l'IDS "guerre des étoiles" appelle de façon évidente une réaction de l'URSS, et c'est bien l'engagement dans un nouvel investissement militaire colossal que l'URSS redoute, non pas par "pacifisme", mais parce que l'économie du bloc de l'Est est déjà saignée à blanc par le secteur militaire, et qu'il est difficile d'envisager de militariser encore plus une société où la classe ouvrière est déjà pressurée et encadrée à un degré énorme.

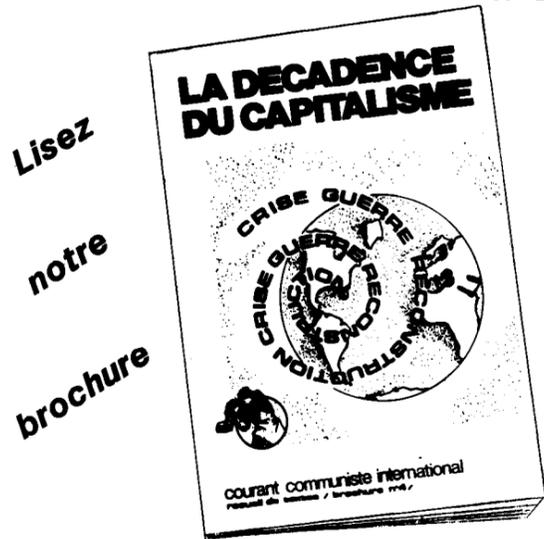
Bien loin de l'image rassurante que veut donner le spectacle de Genève, la perspective d'une multiplication des sommets annonce un nouveau pas dans l'instabilité, la tension, la course à un armement de plus en plus démentiel.

Les pays du bloc occidental sont en train de rejoindre ceux du bloc de l'Est dans la soumission complète de l'appareil productif au service de l'effort d'armement : dès à présent ce sont 2/3 des laboratoires de recherche américains qui travaillent directement pour l'armée, plus de 10 % de la production mondiale consacrée à l'armement qui participe directement ou indirectement à l'aggravation générale des conditions de survie sur la planète.

Et l'Europe n'est pas en reste. Son projet Euréka sous des dehors "civils", "pacifiques", n'est que l'affirmation de sa participation de plus en plus active à l'effort général du bloc occidental. L'effort de recherche engagé dans ce projet n'est que le complément de celui fourni par les USA et Euréka qui, au bout du compte, n'est que la participation européenne à l'IDS. Même H. Curien, ministre socialiste de la Recherche ne peut le nier : "En ce qui concerne, l'utilisation militaire de certaines technologies issues d'Eureka, c'est un autre problème. Ce n'est un secret pour personne qu'Ariane, par exemple, pourrait être utilisée de temps à autre à des fins militaires".

Pour continuer l'escalade de la production d'armements, pour poursuivre cette marche guerrière, cette militarisation de la société, c'est aux prolétaires de l'Est et de l'Ouest que la bourgeoisie va demander de nouveaux "sacrifices". Contre tous les anesthésiants de la propagande bourgeoise, les ouvriers doivent refuser cette logique de crise et de guerre, continuer à se battre pied à pied pour leur survie. C'est le seul moyen de contrecarrer l'enfoncement de la société dans une barbarie sans fin, la seule réponse d'où peut naître l'unique alternative aux projets destructeurs de la bourgeoisie : la révolution mondiale.

DN et JE



REVOLUTION INTERNATIONALE est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "lutttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.